

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, neuvième chambre, saisi par le Vice-Premier Ministre, Ministre des Communications et des Entreprises publiques, le 29 décembre 1993, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet d'arrêté royal "déterminant les conditions et modalités dans lesquelles est octroyée l'habilitation à confectionner, vendre ou distribuer des annuaires, visée à l'article 113, 2°, de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques", a donné le 4 janvier 1994 l'avis suivant :

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, negende kamer, op 29 december 1993 door de Vice-Eerste Minister, Minister van Verkeerswezen en Overheidsbedrijven verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot bepaling van de voorwaarden en de modaliteiten ter verkrijging van de machtiging voor het vervaardigen, het verkopen of het verspreiden van de gidsen zoals bedoeld in artikel 113, 2° van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven", heeft op 4 januari 1994 het volgend advies gegeven :

Suivant l'article 84, alinéa 2, introduit par la loi du 15 octobre 1991 dans les lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, l'urgence qui permet au ministre de demander que l'avis de la section de législation soit donné dans un délai ne dépassant pas trois jours doit être spécialement motivée. En l'occurrence, elle l'est dans les termes suivants :

"Le contrat avec le partenaire arrivant à échéance le 31 décembre 1994, l'habilitation à confectionner, vendre ou distribuer des annuaires doit impérativement intervenir dans les toutes prochaines semaines afin de permettre aux éditeurs de distribuer lesdits annuaires dès le début de l'année 1995. Dans l'intérêt des utilisateurs du service de téléphonie, l'édition des annuaires ne peut évidemment pas être interrompue. Il me serait par conséquent agréable d'obtenir l'avis du Conseil d'Etat dans les délais prescrits par l'article 84".

*

*

*

Dans le bref délai qui lui est imparti, le Conseil d'Etat doit se limiter à formuler les observations ci-après.

Intitulé.

Il est proposé d'écrire plus exactement :

.../...

"Arrêté royal exécutant l'article 113, 2°, de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques, en ce qui concerne les annuaires des abonnés aux services de télécommunications réservés exploités par BELGACOM".

Préambule.

1. Les considérants sont inutiles et doivent être omis.

2. Ni la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel, ni ses arrêtés d'exécution ne constituent le fondement légal de l'arrêté en projet. On omettra donc également l'alinéa 5.

Dispositif.

Article 1er.

1. Cet article comprend des dispositions qui ont trait au champ d'application de l'arrêté en projet (§§ 1er et 3) et une disposition consacrée à des définitions (§ 2).

Il serait préférable de consacrer, avec les adaptations nécessaires, à chacun de ces objets, soit des paragraphes distincts - auquel cas les paragraphes 1er et 3 devraient être fusionnés -, soit des articles distincts.

.../...

2. Le paragraphe 2 du texte en projet appelle les observations suivantes :

- a) au 1^o, il serait plus simple d'écrire : "... qui a les télécommunications dans ses attributions";
- b) au 3^o, les mots ", visé à l'article 71 de la loi du 21 mars 1993" sont superflus et doivent être omis;
- c) au 4^o, la définition donnée est inutile et doit être omise;
- d) au 5^o, devenant le 4^o, il serait préférable d'écrire :

"4^o Annuaire : la liste des abonnés au service de téléphonie qui, sous forme d'un ou plusieurs volumes imprimés ou d'un ou plusieurs supports électroniques, est remise au public en vue de lui permettre d'identifier les numéros de raccordement desdits abonnés";

- e) au 6^o, devenant le 5^o, pour plus de clarté, il est proposé d'écrire :

"5^o personne habilitée : la personne qui a conclu avec BELGACOM la convention visée au 6^o et dont le texte a été déclaré conforme au présent arrêté par l'Institut;".

.../...

Article 2.

1. Le texte en projet sous les paragraphes 1er et 2 ne détermine pas l'autorité qui fixe les conditions commerciales, financières et techniques visées et qui assure la publication aux annexes du Moniteur belge. Cette autorité ne peut, dans le contexte, être que BELGACOM. Les paragraphes 1er et 2 doivent être précisés.

Sous réserve de l'observation faite ci-avant, le texte néerlandais du paragraphe 2, devenant l'alinéa 2, serait mieux rédigé ainsi qu'il est indiqué dans la version néerlandaise du présent avis.

2. Le paragraphe 3 permet à l'Institut de demander à BELGACOM des renseignements afin de vérifier si les conditions précitées sont équitables, raisonnables et non discriminatoires.

Ce pouvoir de vérification doit se comprendre comme constituant une modalité du pouvoir reconnu à l'Institut par l'article 113, 2^o, de la loi du 21 mars 1991 d'accorder l'habilitation. En conséquence, ledit paragraphe 3 doit trouver sa place à l'article 3 qui règle l'habilitation.

Article 3.

1. Le paragraphe 1er est inutile, car il reproduit une règle qui figure déjà dans la loi du 21 mars 1991.

.../...

2. Le texte néerlandais du paragraphe 2, devenant l'alinéa 1er, devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

3. Le paragraphe 3 fait double emploi avec le paragraphe 2 et l'article 1er, § 2, 6°, devenant le 5°. Il est donc inutile et doit être omis.

Article 4.

1. Au paragraphe 1er, pour éviter la longueur de l'alinéa 1er, il serait préférable de le subdiviser, après les termes "contenant au moins", en 1° et 2°.

Par ailleurs, le texte néerlandais de l'alinéa 1er devrait être rédigé comme il est indiqué dans la version néerlandaise du présent avis.

2. A l'alinéa 2 du même paragraphe, on écrira "... comme constituant une commune".

3. Le texte néerlandais du paragraphe 2, alinéas 1er et 2, devrait être rédigé en tenant compte des observations qui sont faites dans la version néerlandaise du présent avis.

.../...

4. Au paragraphe 3, le mot "comme" sera omis.

Dans le texte néerlandais, il faudrait écrire "Iedere abonnee".

5. Le texte néerlandais du paragraphe 5 devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 5.

Aucune disposition légale ne confère au Roi le pouvoir de modifier les règles relatives à la responsabilité civile, contenues aux articles 1382 et suivants du Code civil, en ce qui concerne la responsabilité que pourrait encourir BELGACOM ou la personne habilitée dans l'édition des annuaires.

L'article 113, 2°, de la loi du 21 mars 1991 précitée, notamment, ne saurait être interprété comme conférant un tel pouvoir au Roi.

La disposition de l'article 5 doit donc être omise.

Article 6.

Suivant les explications fournies par le délégué du ministre, le paragraphe 2 de l'article 6 du projet ne tend pas à modifier le champ d'application de la loi du

.../...

8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel, mais à rappeler seulement son applicabilité en l'espèce.

La disposition en projet ne devant avoir que cette portée est inutile, voire équivoque. Elle doit donc être omise.

Article 7.

1. L'article 7 trouverait mieux sa place à la suite de l'article 3, puisque ces deux dispositions sont connexes.

2. Plusieurs règles énoncées dans l'article 7 font double emploi avec ce qui est prévu à l'article 3. Il en va ainsi, par exemple, de la règle selon laquelle la convention doit être notifiée conjointement.

3. Le texte néerlandais du paragraphe 2 devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

4. Au paragraphe 3 (ainsi du reste qu'aux paragraphes 4 et 5 qui feront l'objet de l'observation n° 6), est prévue l'obligation, tantôt pour l'Institut, tantôt pour le ministre, de motiver les décisions.

.../...

Cette précision est inutile puisqu'en effet, en vertu de la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, tout acte juridique unilatéral de portée individuelle doit faire l'objet d'une motivation formelle.

5. Au paragraphe 3 (ainsi qu'au paragraphe 5 qui fera l'objet de l'observation n° 6), est conçu un système suivant lequel le silence de l'administration, durant un délai déterminé, est réputé valoir déclaration de conformité (ou, comme le prévoit le paragraphe 5, la déclaration de conformité est réputée refusée).

Un tel système ne peut être instauré que par voie de dispositions législatives, non par voie réglementaire.

Or, ni la loi précitée du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, ni celle du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises économiques ne prévoient que puisse intervenir une décision implicite du seul fait de l'expiration du délai dans lequel l'autorité doit statuer.

Le paragraphe 3 doit donc être omis.

6. Les paragraphes 4 et 5 organisent un "recours auprès du ministre" contre la décision de l'Institut refusant la déclaration de conformité; à la suite de ce "recours", le ministre devrait "statuer" en vue de confirmer ou de modifier la décision de l'Institut.

.../...

Un tel système ne peut être admis, car l'article 113, 2°, de la loi du 21 mars 1991 ne permet au Roi ni d'interférer dans la manière dont l'Institut prend sa décision ni d'organiser un recours administratif spécifique auprès d'une autorité administrative autre que celle qui assume la gestion de l'Institut.

Au demeurant, le système envisagé suppose que la décision prise sur recours le serait par une autorité - le ministre - indépendante de l'Institut, ce qui n'est pas nécessairement le cas puisqu'en vertu de la loi du 21 mars 1991, la représentation et la gestion de l'Institut sont assurées par le ministre, le fonctionnaire dirigeant n'assumant, en vertu d'une délégation de pouvoir accordée par le ministre, que la gestion journalière.

En conséquence, les paragraphes 4 et 5 doivent être omis.

Article 8.

1. Le texte néerlandais du paragraphe 1er, devenant l'alinéa 1er, devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

2. Comme l'a, du reste, proposé le délégué du ministre, le dernier membre de phrase du paragraphe 2, devenant l'alinéa 2, sera rédigé comme suit :

.../...

"... une mise en demeure motivée de remédier aux manquements constatés dans un délai raisonnable".

Il conviendrait, par ailleurs, de rédiger le texte néerlandais de cette disposition ainsi qu'il est indiqué dans la version néerlandaise du présent avis.

3. En ce qui concerne le paragraphe 3, devenant l'alinéa 3, pour les raisons indiquées à l'occasion de l'examen de l'article 6, §§ 4 et 5, il y a lieu de prévoir l'intervention de l'Institut, non du ministre, et uniquement pour le retrait de l'habilitation.

En effet, l'article 113, 2°, de la loi du 21 mars 1991 ne permet pas au Roi de conférer à l'Institut le pouvoir de prendre d'autres sanctions que le retrait de l'habilitation.

Au demeurant, ce retrait entraîne, en vertu des articles 113 et suivants de la loi du 21 mars 1991, des interdictions dont la transgression est pénalement sanctionnée.

Le paragraphe 3 doit, dès lors, être fondamentalement revu.

Articles 9 et 10.

1. Ces articles doivent être intervertis.

.../...

2. Au début de la disposition en projet, mieux vaut écrire : "Dans l'hypothèse où la confection, la vente ou la distribution de son annuaire est assurée par elle-même, BELGACOM est soumise ...".

3. En ce qui concerne les dispositions visées et qui seront applicables à BELGACOM, il est renvoyé aux observations dont les articles 5 et 6, § 2, ont fait l'objet.

Pour ce qui est de l'article 8, les paragraphes 2 et 3 de cet article ne peuvent être rendus applicables à BELGACOM puisque celle-ci ne doit pas être habilitée.

Article 11.

Le texte néerlandais de l'article 11 devrait être rédigé ainsi qu'il est indiqué dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 12.

On écrira :

"Art. Notre Ministre qui a les communications et les entreprises publiques dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté".

.../...

Observations finales.

1. Chaque point d'une énumération doit se terminer par un point-virgule, non par un point.

2. La division d'un article en paragraphes ne se justifie pas lorsque chacun de ceux-ci ne comporte qu'un alinéa. L'observation vaut pour les articles 2, 3, 6, 7 et 8 du projet, sous réserve des remarques dont ils ont fait l'objet.

3. Il est inutile de répéter les termes "en vue de la confection, de la vente ou de la distribution d'annuaires" chaque fois que l'on vise l'habilitation.

4. On traduira une obligation, non pas par le terme "doit", mais par le verbe à l'indicatif présent.

5. Lorsqu'il est fait référence à un article du projet, on omettra les mots "du présent arrêté".

6. Le texte néerlandais du projet devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite à la fin de la version néerlandaise du présent avis.

Volgens artikel 84, tweede lid, dat bij de wet van 15 oktober 1991 is ingevoegd in de gecoördineerde wetten op de Raad van State, moet de minister, wanneer hij vraagt dat het advies van de afdeling wetgeving binnen een termijn van ten hoogste drie dagen wordt gegeven, dat verzoek om spoedbehandeling met bijzondere redenen omkleden. In het onderhavige geval luidt de motivering aldus :

"Le contrat avec le partenaire arrivant à échéance le 31 décembre 1994, l'habilitation à confectionner, vendre ou distribuer des annuaires doit impérativement intervenir dans les toutes prochaines semaines afin de permettre aux éditeurs de distribuer lesdits annuaires dès le début de l'année 1995. Dans l'intérêt des utilisateurs du service de téléphonie, l'édition des annuaires ne peut évidemment pas être interrompue. Il me serait par conséquent agréable d'obtenir l'avis du Conseil d'Etat dans les délais prescrits par l'article 84".

*

* *

De Raad van State moet zich, binnen de korte termijn die hem is toegemeten, bepalen tot het maken van de volgende opmerkingen.

Opschrift.

Het zou juister zijn het opschrift als volgt te stellen :

.../...

"Koninklijk besluit tot uitvoering van artikel 113, 2°, van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven, met betrekking tot de gidsen van de abonnees van de gereserveerde telecommunicatiediensten die door BELGACOM worden geëxploiteerd".

Aanhef.

1. De consideransen moeten als overbodig vervallen.

2. Noch de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens, noch de besluiten tot uitvoering van die wet vormen de rechtsgrond van het ontworpen besluit. Het vijfde lid behoort dus eveneens te vervallen.

Bepalend gedeelte.

Artikel 1.

1. Dit artikel bevat bepalingen die verband houden met de werkingssfeer van het ontworpen besluit (§§ 1 en 3) en een bepaling gewijd aan begripsomschrijvingen (§ 2).

Het zou verkieslijk zijn elk van die onderwerpen ofwel in onderscheiden paragrafen te behandelen - in welk geval de paragrafen 1 en 3 moeten worden samengevoegd -,

.../...

ofwel in onderscheiden artikelen, mits de nodige aanpassingen worden aangebracht.

2. Omtrent paragraaf 2 van de ontworpen tekst behoren de volgende opmerkingen te worden gemaakt :

- a) in 1° zou het eenvoudiger zijn te schrijven : "... tot wiens bevoegdheid de telecommunicatie behoort";
- b) aan het eind van 3° schrijve men uitsluitend : "... , afgekort als "BIPT".";
- c) de in 4° gegeven begripsomschrijving is overbodig, zodat zij moet vervallen;
- d) in 5°, dat 4° wordt, zou het verkieslijk zijn te schrijven :

"4° Gids : de lijst van abonnees van de telefoondienst die in de vorm van één of meer gedrukte boekdelen of van één of meer elektronische dragers aan het publiek wordt bezorgd zodat het de nummers van aansluiting van de abonnees kan opzoeken";

- e) in 6°, dat 5° wordt, wordt om redenen van duidelijkheid voorgesteld te schrijven :

"5° Gemachtigde persoon : de persoon die met BELGACOM de in 6° genoemde overeenkomst heeft gesloten en

.../...

waarvan de tekst door het Instituut conform dit besluit is verklaard;".

Artikel 2.

1. De ontworpen tekst van de paragrafen 1 en 2 bepaalt niet welke instantie de desbetreffende commerciële, financiële en technische voorwaarden vaststelt, noch welke instantie zorgt voor de bekendmaking van die voorwaarden in de bijlagen bij het Belgisch Staatsblad. In deze context kan die instantie alleen BELGACOM zijn. De paragrafen 1 en 2 moeten in dat opzicht worden aangevuld.

Onder voorbehoud van deze opmerking zou het beter zijn in paragraaf 2, die het tweede lid wordt, te schrijven :

"De voorwaarden bedoeld in het eerste lid worden bekendgemaakt in de bijlagen bij het Belgisch Staatsblad".

2. Overeenkomstig paragraaf 3 kan het Instituut BELGACOM om inlichtingen verzoeken teneinde na te gaan of voornoemde voorwaarden rechtmatig, redelijk en niet-discriminerend zijn.

Die verificatiebevoegdheid moet worden verstaan als een onderdeel van de op grond van artikel 113, 2°, van de wet van 21 maart 1991 aan het Instituut toegekende bevoegdheid om een machtiging te verlenen. Bijgevolg moet die

.../...

paragraaf 3 in artikel 3, dat de machtiging betreft, worden opgenomen.

Artikel 3.

1. Paragraaf 1 is overbodig, daar hij een regel overneemt die reeds voorkomt in de wet van 21 maart 1991.

2. In paragraaf 2, die het eerste lid wordt, schrijve men "aan het Instituut" in plaats van "haar".

3. Paragraaf 3 overlapt paragraaf 2 en artikel 1, § 2, 6°, dat 5° wordt. Hij moet dus als overbodig vervallen.

Artikel 4.

1. Het eerste lid van paragraaf 1, is vrij lang. Daarom zou het verkieslijk zijn het te splitsen in de onderdelen 1° en 2°. De volgende lezing wordt voorgesteld :

"Ieder gemachtigd persoon vervaardigt en verspreidt voor het gehele Rijk een gids die ten minste bevat :

1° een alfabetische rangschikking per gemeente, met opgaaf, in alfabetische volgorde, van de naam, het adres, en het

.../...

aansluitingsnummer van alle abonnees die zich niet hebben verzet tegen de publikatie van die gegevens;

- 2° een rangschikking per beroep, met opgaaf, in alfabetische volgorde, van de naam, het adres en het aansluitingsnummer van alle abonnees van de telefoondienst die ofwel een vrij beroep uitoefenen, ofwel een commerciële, industriële of ambachtelijke activiteit als zelfstandige en die zich niet hebben verzet tegen de publikatie van die gegevens".

2. In paragraaf 1, tweede lid, schrijve men :
"... één gemeente uit te maken".

3. In paragraaf 2, eerste lid, schrijve men :
"achttien maanden".

In paragraaf 2, tweede lid, vervange men de woorden "volgens de modaliteiten van de overeenkomst" door de woorden "op de wijze voorgeschreven bij de overeenkomst".

4. In de Franse tekst van paragraaf 3 moet het woord "comme" vervallen.

In de Nederlandse tekst schrijve men : "Iedere abonnee".

.../...

5. In paragraaf 5 vervange men de woorden "in bijlage" door de woorden "als bijlage".

Artikel 5.

Geen enkele wetsbepaling verleent de Koning bevoegdheid om de regels betreffende de burgerrechtelijke aansprakelijkheid, vervat in de artikelen 1382 en volgende van het Burgerlijk Wetboek, te wijzigen met betrekking tot de aansprakelijkheid die op BELGACOM of de gemachtigde persoon rust op het stuk van de uitgifte van de gidsen.

Zo mag inzonderheid artikel 113, 2°, van voornoemde wet van 21 maart 1991 niet aldus worden uitgelegd dat het de Koning een zodanige bevoegdheid toekent.

Het bepaalde in artikel 5 moet dus vervallen.

Artikel 6.

Volgens de uitleg verstrekt door de gemachtigde van de minister beoogt paragraaf 2 van de ontworpen bepaling niet de werkingssfeer te wijzigen van de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens, doch alleen erop te wijzen dat die wet in het onderhavige geval toepasselijk is.

.../...

Daar de ontworpen bepaling alleen die draagwijdte mag hebben, is ze overbodig, of meer zelfs, dubbelzinnig. Ze behoort dan ook te vervallen.

Artikel 7.

1. Het zou beter zijn artikel 7 te laten volgen op artikel 3, omdat die twee bepalingen verknocht zijn.

2. Verscheidene regels vervat in artikel 7 zijn een overbodige herhaling van het bepaalde in artikel 3, onder meer de regel volgens welke de overeenkomst gezamenlijk moet worden ter kennis gebracht.

3. In paragraaf 2 moet "overeenstemming" worden geschreven in plaats van "overstemming".

4. In paragraaf 3 (overigens net als in de paragrafen 4 en 5, waarover de opmerking nr. 6 handelt) wordt het Instituut en de minister de verplichting opgelegd de beslissingen met redenen te omkleden.

Die precisering is overbodig, daar krachtens de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motivering van de bestuurshandelingen iedere eenzijdige rechtshandeling met individuele strekking uitdrukkelijk moet worden gemotiveerd.

.../...

5. In paragraaf 3 (net als in paragraaf 5, waarover de opmerking nr. 6 handelt) wordt een regeling ingevoerd volgens welke het stilzwijgen van het bestuur gedurende een bepaalde termijn "als geldend als conformiteitsverklaring" wordt beschouwd (of, zoals gesteld wordt in paragraaf 5, "wordt de conformiteitsverklaring geacht te zijn geweigerd").

Zo een regeling kan alleen door middel van een wetsbepaling worden ingevoerd, doch niet bij wege van een verordeningsbepaling.

Noch voornoemde wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motivering van de bestuurshandelingen, noch de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven schrijven evenwel voor dat het enkele verstrijken van de termijn waarbinnen de overheid uitspraak moet doen een impliciete beslissing kan opleveren.

Paragraaf 3 moet dus vervallen.

6. De paragrafen 4 en 5 voorzien in een "beroep bij de minister" tegen de beslissing van het Instituut waarbij de conformiteitsverklaring wordt geweigerd; als gevolg van dat "beroep" moet de minister "beslissen", waarbij hij de beslissing van het Instituut bevestigt of wijzigt.

.../...

Zulk een regeling is onaanvaardbaar, daar artikel 113, 2°, van de wet van 21 maart 1991 de Koning niet de bevoegdheid verleent zich te mengen in de manier waarop het Instituut zijn beslissing neemt en evenmin de bevoegdheid een specifiek administratief beroep te organiseren bij een andere administratieve overheid dan die welke het Instituut beheert.

Voor het overige onderstelt de voorgenomen regeling dat de na beroep genomen beslissing is getroffen door een instantie - de minister - die onafhankelijk is van het Instituut, wat niet noodzakelijk het geval is omdat krachtens de wet van 21 maart 1991 de vertegenwoordiging en het beheer van het Instituut door de minister worden uitgeoefend, waarbij de leidend ambtenaar ingevolge een door de minister toegekende delegatie alleen het dagelijks bestuur uitoefent.

Bijgevolg moeten de paragrafen 4 en 5 vervallen.

Artikel 8.

1. In paragraaf 1, die het eerste lid wordt, schrijve men : "Ieder gemachtigd persoon ... die hij vervaardigt ...".

2. Zoals de gemachtigde van de minister trouwens heeft voorgesteld, moet het laatste zinsdeel van paragraaf 2, die het tweede lid wordt, als volgt worden ge-

.../...

steld : "... een met redenen omklede ingebrekestelling om de vastgestelde tekortkomingen binnen een redelijke termijn te verhelpen".

Voorts zou het beter zijn het eerste deel van die bepaling als volgt te stellen : "Indien een gemachtigd persoon tekortkomt aan de hem bij dit besluit opgelegde verplichtingen, stuurt ...".

3. In paragraaf 3, die het derde lid wordt, moet om dezelfde redenen als die welke zijn opgegeven naar aanleiding van het onderzoek van artikel 6, §§ 4 en 5, voorzien worden in de bemoeiing van het Instituut, doch niet die van de minister, en uitsluitend met betrekking tot de intrekking van de machtiging.

Volgens artikel 113, 2°, van de wet van 21 maart 1991 kan de Koning het Instituut immers niet de bevoegdheid verlenen andere sancties te treffen dan de intrekking van de machtiging.

Voor het overige brengt die intrekking ingevolge de artikelen 113 en volgende van de wet van 21 maart 1991 verbodsbepalingen mede waarvan de niet-naleving strafrechtelijk gestraft wordt.

Derhalve moet paragraaf 3 fundamenteel worden herzien.

.../...

Artikelen 9 en 10.

1. Artikel 10 moet vóór artikel 9 komen te staan.

2. Het ontworpen artikel 10 zou beter als volgt worden geredigeerd : "Indien BELGACOM de gids zelf vervaardigt, verkoopt of verspreidt, zijn op deze de artikelen ... van dit besluit van toepassing".

3. Met betrekking tot de bepalingen die op BELGACOM toepasselijk worden verklaard, wordt verwezen naar de opmerkingen gemaakt in verband met de artikelen 5 en 6, § 2.

De paragrafen 2 en 3 van artikel 8 kunnen bovendien niet op BELGACOM toepasselijk worden verklaard daar deze geen machtiging behoeft.

Artikel 11.

Men schrijve :

"Art. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het Belgisch Staatsblad wordt bekendgemaakt".

.../...

Artikel 12.

Men schrijve :

"Art. Onze Minister tot wiens bevoegdheid het verkeerswezen en de overheidsbedrijven behoren, is belast met de uitvoering van dit besluit".

Slotopmerkingen.

1. Ieder punt van een opsomming moet eindigen op een kommapunt in plaats van een punt.

2. Er bestaat geen grond om een artikel in paragrafen te verdelen wanneer elk ervan slechts één lid bevat. Die opmerking geldt voor de artikelen 2, 3, 6, 7 en 8 van het ontwerp, onder voorbehoud van de opmerkingen die in verband met die artikelen worden gemaakt.

3. Het is onnodig de woorden "met het oog op de vervaardiging, de verkoop of de verspreiding van gidsen" te herhalen telkens als er sprake is van de machtiging.

4. Een verplichting wordt niet met het woord "moeten" weergegeven, maar met het werkwoord in de onvoltooid tegenwoordige tijd.

.../...

5. Wanneer wordt verwezen naar een artikel in het ontwerp, behoren de woorden "van dit besluit" te vervallen.

6. De Nederlandse tekst van het ontwerp bevat een aantal taalfouten, verschrijvingen en inconsequenties. Wat die inconsequenties betreft, zij verwezen naar artikel 2, § 1, waar sprake is van "billijk, redelijk en niet discriminerend", en naar artikel 2, § 3, waar sprake is van "rechtmatig, redelijk en niet discriminerend", maar ook naar artikel 4, § 1, en artikel 5, waar "Elke gemachtigde persoon" staat, tegenover artikel 8, § 1, waar sprake is van "Ieder gemachtigd persoon".

De tekstvoorstellen in dit advies zijn uitsluitend bij wijze van voorbeeld gedaan.

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs : C.-L. CLOSSET,
de Heren :

président de chambre,
kamervoorzitter,

R. ANDERSEN,
J. MESSINNE,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

Madame : M. PROOST,
Mevrouw :

greffier assumé,
toegevoegd griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. R. ANDERSEN.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. R. ANDERSEN.

Le rapport a été présenté par M. J. REGNIER, premier auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par Mme C. DEBROUX, référendaire adjoint.

Het verslag werd uitgebracht door de H. J. REGNIER, eerste auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door Mevr. C. DEBROUX, adjunct-referendaris.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

M. PROOST.

C.-L. CLOSSET.